

En mémoire de Rémi Fraisse et contre la violence d'État

Rémi Fraisse, jeune opposant au barrage de Sivens dans le Tarn est tombé sous le coup d'une grenade offensive de la Gendarmerie Nationale, le 26 Octobre dernier. Chaque jour qui passe révèle un peu plus du mensonge de la police et de l'État autour de cet événement. Ils font tout pour que ça passe, ça ne doit pas passer.

Outre la misérable stratégie de communication du gouvernement visant à étouffer pendant près de 48 heures les circonstances et la cause de la mort de Rémi Fraisse. Outre le fait que tous les responsables, de l'escadron de gendarmerie jusqu'au sommet de l'État, savaient précisément et dès la première minute que c'était bien leur grenade qui l'avait tué. Outre le fait que, ce soir là, près de quarante grenades dites « offensives » furent utilisées sur un site où il n'y avait plus rien à défendre pour la police. Outre la nullité absolue des réactions des gouvernants et autres officiels tout au long du « traitement » politique et médiatique de ce drame. Il faut encore réaffirmer que cet événement tragique n'est pas, un dérapage, un malencontreux accident, contrairement à ce que les instances de police, de gendarmerie, ou le gouvernement assènent: il est le résultat d'une stratégie de tension de longue haleine.

De Valognes au Chefresne, de Notre-Dame-des-Landes à la ZAD du Testet, comme auparavant à Villiers-le-Bel ou Clichy-sous-Bois, on ne compte plus le nombre d'yeux perdus, d'éclats de bombes dans les jambes, les thorax, les bras, les crânes, le nombre de mâchoires cassées par les flash-ball et autres armes. Ces armes soit-disant « non-létales » incarnent cette stratégie bien éprouvée du « **en frapper un pour en apeurer cent** ». Cette stratégie, en temps de paix, vise à pousser le plus grand nombre à toujours préférer « rester chez soi » que de sortir, se rassembler, manifester et risquer d'être pris pour un fauteur de trouble et traité comme tel.

Pour justifier l'usage d'armes de guerre et la mort d'un manifestant, les forces de l'ordre, leurs commanditaires et tant de « médias » brandissent l'image de la violence des manifestants. Il ne peut y avoir de commune mesure entre ceux qui, en tant de circonstances de luttes diverses, prennent le parti de contre-attaquer et ceux qui, par profession et avec des moyens militaires, défendent l'ordre présent. Nous ne pouvons être tenus pour responsables que la police sous ses diverses formes soit bien souvent le dernier point de *contact* entre les gouvernants et la population. Cette police qui au fil des ans, des gouvernements (de droite comme de gauche) et du renforcement constant de ses prérogatives, est devenue un pouvoir à part entière, une puissance politique de mise en ordre de la vie sociale. La honte qui s'abat sur ce gouvernement est donc avant tout celle d'avoir si efficacement « couvert » l'infamie de cet assassinat, de l'avoir d'abord dissimulé, puis sans cesse relativisé.

C'est bien la police qui a tué Rémi Fraisse, comme elle aurait pu tuer n'importe laquelle, n'importe lequel d'entre nous, dans des circonstances semblables.

Soit nous parvenons à opposer sans attendre une réponse claire et massive partout dans le pays, soit nous laissons croire aux forces de l'ordre et aux donneurs d'ordre qu'il est désormais acceptable, ici aussi, de tuer des manifestants.

**Une manifestation nationale et internationale contre
les violences policières est prévue le
samedi 22 novembre à Nantes
(info:<http://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/>)**